



Plus il parle, moins on l'écoute

Mardi 18 avril 2023

C'était la consigne sur les réseaux sociaux ce lundi : on boycotte l'allocution de Macron... avec concerts de casseroles ! Vendredi, le Conseil constitutionnel validait la loi sur les retraites à 18 heures. Macron avait deux semaines, il avait annoncé 48 heures, finalement il lui en aura fallu à peine deux pour la promulguer. Un nouveau bras d'honneur au mouvement social et à 90 % de la population active de ce pays. L'arrogance à l'état pur... mais pas si sûre d'elle-même. Eh bien nous allons lui montrer que le seul fusible désormais c'est lui !

La vraie démocratie elle est ici !

Le Conseil des neuf vieillards a validé la réforme ? Vomie par tout le monde, ils ont jugé qu'elle était constitutionnelle. Le 49.3 l'était aussi et il a mis tout le monde dans la rue.

Car comme le crient les manifestants : « C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons... ! » La mobilisation contre la réforme des retraites a eu comme écho des centaines de grèves victorieuses pour les salaires. Car l'inflation qui explose, ce sont nos salaires réels qui baissent, pendant que le CAC 40 affiche 152 milliards de bénéfices net et que le salaire du patron de Stellantis, Carlos Tavares, s'élève à 64 000 euros par jour samedi et dimanche compris.

Or, depuis des semaines, les revendications démocratiques épaulent les revendications sociales. Qui sont ces gens qui prétendent imposer par des coups de force institutionnels et policiers ce que tout le monde repousse dans la rue et par la grève ? Leurs prétendus « démocratie » et « dialogue social » n'existent ni dans les entreprises ni dans leur société. Ils gouvernent à coups de matraque et lacrymo contre les manifestants, ouvriers ou lycéens, et de rangées de CRS devant le Conseil constitutionnel. Aujourd'hui que les bruits de bottes et la folie de ceux qui nous gouvernent ravivent la menace de guerre, plus que jamais leur pouvoir est inacceptable.

Ces ministres qui prétendent combattre l'extrême droite en appliquant sa politique

Cette semaine, après Gérard Darmanin, c'est Elisabeth Borne qui menace la Ligue des droits de l'homme (LDH) pour avoir dénoncé les violences policières. Malheur à ceux qui les dénoncent ! Pourtant, même le Conseil de l'Europe et la Maison-Blanche ou le *New York Times* s'en émeuvent. Borne va-t-elle tous les traiter d'« islamo-gauchistes » ? Pendant que

Darmanin frétille pour sa loi contre les travailleurs immigrés tout en envoyant sa police casser du manifestant, comment le gouvernement va-t-il nous faire avaler un « front républicain » contre l'extrême droite... après avoir mis en œuvre sa politique ?

Objectif : grève générale !

Le Conseil constitutionnel a également retoqué le référendum d'initiative partagée (RIP) proposé par les parlementaires de gauche. Une nouvelle demande de RIP a été déposée, mais elle ne pourra peut-être pas être effective avant un an, selon la Constitution. Mais nous n'attendrons pas pendant des mois ou des années un RIP que la mobilisation a déjà tranché. L'intersyndicale, de son côté, a certes refusé le dialogue avec Macron... jusqu'au 3 mai, mais n'appelle à une prochaine journée que dans quinze jours, le 1^{er} mai.

Macron déclarait en Chine que seules des minorités ont reconduit les grèves. Sauf que le soutien massif à ces minorités a créé une crise politique telle que plus personne ne veut se mouiller avec lui. Minoritaire à l'Assemblée, Macron n'a même pas eu les moyens cette semaine d'imposer un de ses favoris à l'Agence de l'environnement ni même un projet de loi sur la programmation militaire à 413 milliards d'euros de budget public.

Alors oui, mobilisés, nous le serons encore cette semaine, par les grèves, les blocages, les manifestations et dès jeudi 20 avril à l'appel de la CGT, auquel se rallie l'intersyndicale nationale de la SNCF pour une journée de « colère cheminote », qui devra devenir celle de la colère ouvrière de tous ceux qui ne passeront à rien d'autre tant que le gouvernement n'aura pas ravalé sa sale réforme, promulguée ou pas.

Le personnel hospitalier : surexploité

Dans de nombreux services de Bicêtre, des lits sont fermés faute de personnels en nombre suffisant. Sur l'AP-HP, 17,6 % des lits sont fermés. Quant aux infirmières, 571 sont parties entre septembre 2022 et février 2023 ! On pourrait croire qu'avec moins de lits et moins de personnels, l'activité hospitalière diminue. Pas du tout. Au contraire. Elle augmente de 3 % en hospitalisation complète et de 8,7 % en hospitalisation partielle... Je travaille ? Ils profitent !.

Des conséquences dramatiques...

-A Orsay, Le service d'accueil pédiatrique sera fermé du 22 avril au 08 mai 2023.

-A Ussel, en Corrèze, le service des urgences sera fermé trois nuits par manque de médecins : des patients doivent être orientés ailleurs ! 60 kms, 90 kms...

-L'hôpital de Saint Maurice vient d'être condamné par le tribunal administratif pour le suicide d'une patiente dans sa chambre en avril 2018. Le tribunal écrit que : « le suicide n'aurait pas eu lieu... si une surveillance renforcée, appropriée à son état de santé, avait été assurée ».

De l'argent pour les hôpitaux, pas pour les militaires !



La direction n'a pas pensé à tout

La direction de l'hôpital de Bicêtre est toujours en recherche d'innovation et de gadget. Pour guider visiteurs et patients, voilà le QR code à flasher sur son téléphone portable pour s'orienter. A quand la puce placée dans la main ? Quant aux visiteurs qui ont du mal à utiliser un smartphone, la direction a-t-elle pensé aux tas de petits cailloux ?

Tiens, tiens, tiens ...

La direction de l'AP-HP a ouvert une consultation pour protéger les enfants de la surexposition aux écrans. La surexposition des enfants serait responsable du manque de sommeil, troubles primaires du langage, humeur altérée. Quant aux adultes, ce serait inoffensif ?

Pour cacher la misère

Jeux Olympiques de Paris 2024, la direction de l'AP-HP est déjà dans les starting-blocks. Ce sont les services de l'AP-

HP qui seront chargés du centre de santé déjà nommé : polyclinique olympique et paralympique.

Pour la vitrine, nos dirigeants seront prêts : lits, personnels médicaux, infirmiers et aide soignants, la direction trouvera le personnel nécessaire, distribuera primes et gadgets divers.

L'arbre des Jeux sera là pour cacher la forêt de la misère hospitalière !

Les charognards

Foire d'empoigne autour de l'hôtel Dieu : qui emportera la grosse part du gâteau de cet hôpital que l'AP-HP a fermé au centre de Paris. Pour le bétonneur c'est bon : pour 140 millions d'euros, il pourra ouvrir commerces et restaurant de luxe et incubateur de start-up. La bonne affaire. Reste un musée dit « de l'Oeuvre Notre Dame- » à placer: les charognards s'empoignent.

Quant aux patients qui profitaient de cet hôpital situé en plein Paris, ils pourront aller voir ailleurs !

Seule la lutte paie... pour la paie !

Six aides soignantes de l'Ehpad Les Coralies, dans l'Isère, ont commencé une grève de la faim mardi 11 avril. Elles réclament une hausse de leur salaire horaire de 60 centimes soit 0,7 % du chiffre d'affaire du groupe Domidep qui les emploie. La direction propose 52 euros bruts... mais par mois. Une misère. Tout le monde le sait : pour 52 euros, et brut encore, tu n'as plus rien vu la hausse continue des prix de l'alimentaire.

Soutien aux grévistes et revendiquons nous aussi que nos salaires augmentent !

Pour la lutte, soyons tous zélés

Un préavis de grève avait été déposé vendredi dernier par les cadres de santé du CHU de Rouen pour protester contre les salaires insuffisants, la surcharge de travail et l'imposition du travail en forfait jour.

Certains cadres de santé font du zèle dans les services pour faire appliquer les politiques de la direction en matière de temps et de surcharge de travail, de congés. **Ce zèle, comme leurs collègues de Rouen, mieux vaut le mettre au service de la lutte collective.**

Internes de tous les pays... Unissons nous !

En Grande Bretagne, les Internes (la moitié des médecins hospitaliers) ont mené 4 jours de grève pour de meilleurs salaires. « Surmenés et sous payés » dit la pancarte d'un manifestant. Leur syndicat réclame 35 % d'augmentation de salaire au vu de la baisse de leur rémunération réelle : 26 % depuis 2008.

Temps de travail et rémunération, mêmes revendications qu'en France.